

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE

NATURE DU MARCHÉ : Marché public de services

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

POUVOIR ADJUDICATEUR

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs.

Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

Nom de l'organisme : État - Ministère des Transports

Direction Interdépartementale des Routes Nord

Point de contact : Madame la Directrice Interdépartementale des Routes Nord

Adresse : 44 Ter rue Jean Bart

CS 20275

Code postal : 590019 Ville : LILLE

Téléphone : 03 20 49 63 44 Télécopieur : 03 20 49 60 71

Courriel : dirn@developpement-durable.gouv.fr

Adresse Internet (URL) : <http://www.dir-nord.developpement-durable.gouv.fr>

Adresse du profil d'acheteur (URL) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>

OBJET DU MARCHÉ

Objet du marché :

Location de balayeuses de voirie sans chauffeur

Type de marché : services

Classification CPV

Objet principal :

34921100 : balayeuse de routes

Lieu d'exécution : départements 02, 08, 51, 59, 60, 62 80.

L'avis implique : L'établissement d'accords-cadre

Information sur l'accord cadre :

Accords-cadre avec un seul opérateur ;

Durée des accords-cadre : 12 mois, reconductible tacitement 3 fois pour une durée totale de 48 mois.

CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

Le présent marché a pour objet la location de balayeuses de voirie poids lourds sans chauffeur pour l'entretien des routes et autoroutes des districts de la DIR Nord.

Quantités :

2 balayeuses louées à l'année sur deux lots et entre 5 et 10 louées au mois ou à la semaine au cours de l'année.

Acceptation des variantes : Non

Prestations divisées en lots : Oui

<u>Lot n°1</u>	district LILLE, sur le département 59. 1 location annuelle d'une balayeuse et des locations mensuelles ou hebdomadaires maximum de 180 000 € TTC par période de 12 mois
<u>Lot n°2</u>	district LITTORAL, sur les départements 59 et 62. location mensuelle et hebdomadaire de balayeuse gros volume (>8m3) maximum de 109 440 € TTC par période de 12 mois
<u>Lot n°3</u>	district AMV (Amiens Valenciennes), sur les départements 59, 62 et 80. location mensuelle et hebdomadaire de balayeuse maximum de 199 800 € TTC par période de 12 mois
<u>Lot n°4</u>	district LAON, sur le département sur les départements 59, 02 et 60. location mensuelle et hebdomadaire de balayeuse maximum de 142 200 € TTC par période de 12 mois
<u>Lot n°5</u>	district RAR (Reims Ardennes) , sur les départements 08 et 51. 1 location annuelle d'une balayeuse et des locations hebdomadaires maximum de 160 560 € TTC par période de 12 mois

Le marché prévoira une ou plusieurs reconductions, le titulaire ne pourra pas les refuser ;

Nombre de reconductions éventuelles : 3 ;

CONDITIONS RELATIVES AU MARCHÉ

Modalités essentielles de financement et de paiement et / ou références aux textes qui les réglementent :

* Origine du financement : Budget État ;

* Une avance de 40 % sera accordée au titulaire selon les conditions fixées dans le cahier des charges ;

* Les prix seront révisables ;

* Les comptes seront réglés sous la forme de décomptes ;

* Le délai global de paiement du règlement des comptes sera fixé à 30 jours.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché :

Nature de l'attributaire, chaque marché sera conclu :

- soit avec un prestataire unique ;

- soit avec des prestataires groupés conjoints ou des prestataires groupés solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Chaque candidat ne pourra remettre, pour un même marché, qu'une seule offre en agissant en

qualité soit de candidat individuel, soit de membre d'un groupement.

Autres conditions particulières :

Il sera fait application de l'article L. 2112-2 du CCP, les conditions particulières concernant les clauses environnementales seront précisées dans le Règlement de la Consultation.

CONDITIONS DE PARTICIPATION

Situation juridique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3 du CCP, à cet effet le candidat pourra utiliser les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj> (/Commande publique/Formulaires de la commande publique ;

* La forme juridique du candidat ;

* En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;

* Le(s) lot(s) pour lequel/lesquels la candidature est déposée ;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du CCP seront exclus ;

* Les candidats entrant dans les cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L. 2141-7 à L. 2141-11 du CCP pourront être exclus.

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par l'acheteur.

Capacité économique et financière - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

Le chiffre d'affaire global sera supérieur pour tous les lots à 200 000€ HT.

Référence professionnelle et capacité technique - références requises :

Si le candidat utilise le DUME :

* Les documents et renseignements mentionnés à l'article R. 2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français.

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

* Des références justifiant des capacités du candidat en location temporaire de matériel BTP pour des prestations de même nature que celles du marché ;

* Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années.

Référence professionnelle et capacité technique - niveau(x) spécifique(s) minimal(aux) :

- * Une déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du marché public ;
- * Moyens humains et matériel pour assurer la mise en œuvre des interventions sur les CEI et l'EST concernés pour l'entretien courant et l'intervention d'urgence du matériel loué.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités des opérateurs économiques pour l'exécution du marché, le candidat produit un engagement écrit de ceux-ci.

La preuve de ces capacités peut être apportée par tout autre moyen notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Marché non réservé.

Clause sociale

Dans le cadre de ce marché, la DIR Nord a fait le choix de mobiliser, conformément à l'article L. 2112-2 du code de la commande publique, une condition d'exécution qui comportera une action d'insertion par l'activité économique obligatoire sur l'ensemble du marché.

PROCÉDURES

Type de procédure : Appel d'offres ouvert.

Conditions de délai

Date limite de réception des offres : 23/07/2026 à 12h00

Délai minimum de validité des offres : 180 jours, à compter de la date limite de réception des offres.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Numéro de référence attribué au marché par le pouvoir adjudicateur : DIRN-SPT-GFM-2026-06-01

Autres informations :

- * Les candidatures et les offres seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que tous les documents de présentation associés ;
- * Unité monétaire utilisée, l'euro ;
- * Pour l'application de la section relative aux lots ci-dessus, le candidat peut soumissionner à un seul lot, plusieurs lots ou l'ensemble des lots. Il remettra une offre par lot comportant, notamment, un acte d'engagement pour chacun d'eux ;
- * A titre indicatif, les prestations commenceront vers le 4^{ème} trimestre 2026 ;
- * Les prestations ne sont pas réservées à une profession particulière ;
- * Les personnes morales ne seront pas tenues d'indiquer les noms et les qualifications professionnelles des membres du personnel chargés de l'exécution du marché ;
- * Le marché ne s'inscrit pas dans un projet/programme financé par des fonds communautaires ;

Modalités d'ouverture des offres

- * Personnes autorisées à assister à l'ouverture des offres : Non
- * L'ouverture des plis n'est pas publique.

Conditions d'obtention du cahier des charges et des documents complémentaires :

- * Les documents de la consultation sont disponibles par voie électronique sur la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) sous la référence publique indiquée ci-dessus.

Conditions de remise des offres ou des candidatures :

En application de l'Article R. 2132-7 du code de la commande publique (CCP), la transmission des candidatures et des offres se fera exclusivement par voie électronique via la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) suivant les modalités précisées dans le règlement de consultation.

- * L'heure de remise des candidatures et des offres est l'heure locale de l'adresse du pouvoir adjudicateur
- * Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, dans le délai fixé pour la remise des offres.
- * La copie de sauvegarde, prévue à l'article R. 2132-11 du CCP, doit être placée dans un pli scellé comportant la mention lisible "copie de sauvegarde".
- * Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte. Si cette dernière comportait elle aussi un programme informatique malveillant, les candidatures ou les offres seront réputées n'avoir jamais été reçues

PROCEDURES DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours et auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours :

Nom de l'organisme : Tribunal Administratif de Lille
Adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
Code postal : 59014 Ville : LILLE Cedex
Pays (*autre que France*) :
Téléphone : 03 59 54 23 42
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr
Adresse Internet (URL) : <http://lille.tribunal-administratif.fr/>

Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :

- * Référé précontractuel : depuis le début de la procédure de passation jusqu'à la signature du contrat (article L. 551-1 du Code de Justice Administrative) ;
- * Référé contractuel : 31 jours à compter de la date de publication de l'avis d'attribution du marché (article L. 551-13 à L. 551-23 et R. 551-7 à R.551-10 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours pour excès de pouvoir : dans un délai de 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (articles R. 421-1 à R. 421-3 du Code de Justice Administrative) ;
- * Recours de plein contentieux : dans un délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant l'attribution du marché.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AU(X) LOT(S)

<u>Lot n°1</u>	district LILLE, sur le département 59. 1 location annuelle d'une balayeur et des locations mensuelles ou hebdomadaires maximum de 180 000 € TTC par période de 12 mois
<u>Lot n°2</u>	district LITTORAL, sur les départements 59 et 62. location mensuelle et hebdomadaire de balayeuse gros volume (>8m3) maximum de 109 440 € TTC par période de 12 mois
<u>Lot n°3</u>	district AMV (Amiens Valenciennes), sur les départements 59, 62 et 80. location mensuelle et hebdomadaire de balayeuse maximum de 199 800 € TTC par période de 12 mois
<u>Lot n°4</u>	district LAON, sur le département sur les départements 59, 02 et 60. location mensuelle et hebdomadaire de balayeuse maximum de 142 200 € TTC par période de 12 mois
<u>Lot n°5</u>	district RAR (Reims Ardennes) , sur les départements 08 et 51. 1 location annuelle d'une balayeuse et des locations hebdomadaires maximum de 160 560 € TTC par période de 12 mois

DATE D'ENVOI DU PRÉSENT AVIS A LA PUBLICATION :